drw / xsa / wiv / arb /

Ecœurement

Intérêts luxembourgeois dans le Tiers-Monde

(...)

Il semble à première vue parfaitement normal qu'un État quelconque défende en premier lieu les intérêts de ses ressortissants à l'étranger. À cet égard, la promotion commerciale, qui tombe de plus en plus dans les attributions gouvernementales, est une pratique couramment admise. Mais les activités en direction de l'étranger qui s'exercent à partir de Luxembourg débordent de toute évidence le domaine de la diplomatie au sens propre.

Tête de pont

Pays-hôte de puissants groupes multinationaux (ARBED, CLT), paradis fiscal abritant d'innombrables holding (on estime leur nombre à plus de 5 000 à l'heure actuelle) et d'établissements bancaires qui se servent du Luxembourg comme tête de pont d'une pénétration à vocation mondialiste, et qui est une des voies privilégiées de l'agression impérialiste, notre pays n'est plus cet acteur innocent et désintéressé décrit par la propagande officielle.

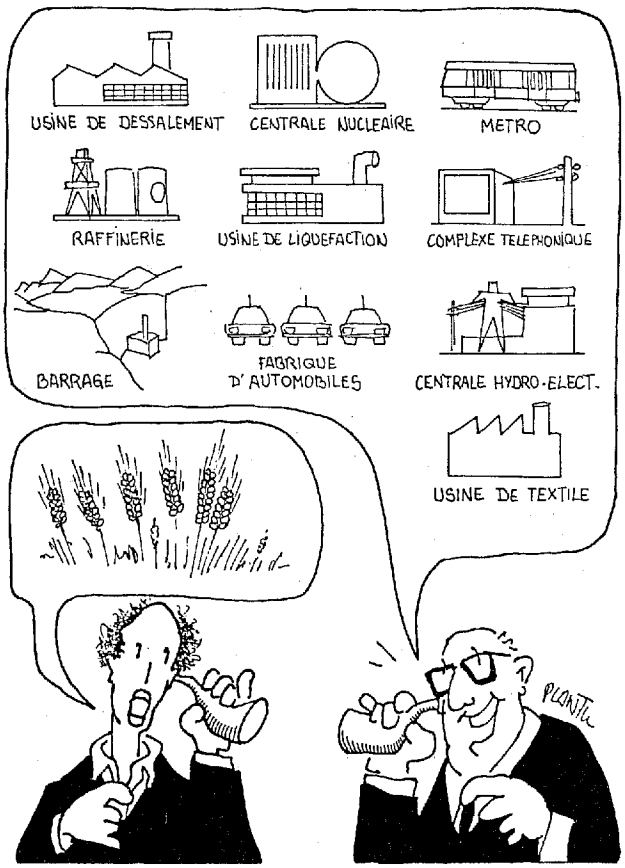
Ce rôle occulte qu'on fait jouer à notre pays (le plus souvent à son insu) rencontre une opposition croissante dans les pays « bénéficiaires » des générosités prodiguées par des firmes à raison sociale luxembourgeoise. On ne peut pas dire pour autant que cette utilisation de notre pays donne lieu à la moindre préoccupation du côté de notre classe politique.

Si elle est au courant de ces activités, on achète son silence en lui cédant quelques miettes du festin royal. La connivence du gouvernement est obtenue par la perspective de rentrées fiscales juteuses. Pour le reste, on ne se préoccupe pas outre mesure des contradictions qui existent de toute évidence entre la vocation hautement moralisatrice de notre politique étrangère officielle et les compromissions dans lesquelles est impliqué notre pays sous l'effet de la politique des groupes multinationaux. Les nobles professions de foi que nos ministres débitent dans des enceintes internationales, condamnant par exemple sans ménagement la politique raciste de l'Afrique du Sud, sonnent creuses au vu du fait que ce même pays est un des terrains d'opération préférés des sociétés holding établies à Luxembourg (sans parler du fait que la compagnie d'aviation Luxair, dans laquelle l'État grand-ducal possède des intérêts substantiels, opère ouvertement une liaison régulière avec ce pays, sous le couvert, il est vrai, d'une société prête-nom Luxavia).

Rôle occulte

De par les multiples activités de ce type, qui s'exercent à partir de son territoire, le Luxembourg occupe une place de première importance dans la division internationale du travail post-coloniale que ni sa taille ni sa démarche diplomatique officielle ne suggéreraient. Il fait ainsi figure d'un de ces centres de l'impérialisme secondaire que Jean Ziegler a dénoncés à propos de la Suisse *(Une Suisse au-dessus de tout soupçon,* Seuil, Paris 1976).

Lorsque les milieux politiques luxembourgeois se prononcent sur ces aspects, ils font le plus souvent preuve d'une attitude où l'ignorance n'a d'égal que la naïveté. Ainsi, le chroniqueur financier du LW E. Mühlen, promu depuis lors secrétaire d'État, a pu soutenir tout à fait sérieusement que la place financière de Luxembourg, et en particulier les sociétés holding remplissent un rôle de tout premier plan dans l'aide au développement (LW, 31.3.79) : « Geht von Entwicklungshilfe aus luxemburgischer Sicht die Rede, so sollte außerdem nicht vergessen werden, daß ebenfalls der Finanzplatz Luxemburg, welcher auf dem Gebiet dér Entwicklungshilfe gewissermaßen eine Katalysatorfunktion übernommen hat, ebenfalls auf diesem Gebiet eine wertvolle Rolle spielt. »



Ignorance et naïveté

De telles affirmations laissent rêveur. Mais d'un autre côté, elles s'insèrent parfaitement dans une stratégie qui, pour pouvoir vacquer à ses basses besognes sans risquer d'être inquiétée par une opinion publique critique, s'emploie à laisser filtrer le moins d'informations possibles sur le rôle peu glorieux que jouent des firmes à raison sociale luxembourgeoise dans des pays du tiers-monde. Il est d'ailleurs tout à fait étonnant de constater que la conspiration du silence qui entoure ces activités n'est dérangée par aucune fausse note qui pourrait venir par exemple des syndicats ou du POSL. Il faut croire que le revers de la médaille fait partie du consensus social, pièce maîtresse du système politique luxembourgeois et armistice entre intérêts parfaitement divergents.

Les socialistes et les syndicats s'intègrent en tout cas parfaitement dans cette « uniformité consentante », dictée en premier lieu par les intérêts des possédants. Dans la mesure où ils ne font pas montre du moindre accent de solidarité avec les travailleurs de Belo Horizonte (où l'ARBED possède des intérêts importants) ou maintenant des travailleurs de l'ARBED en Corée du Sud, ils se font les complices d'une politique qui risque de se retourner contre eux.

Le cas du Brésil vient d'ailleurs à point nommé pour illustrer la réalité de notre rôle occulte dans le tiers-monde. Le Luxembourg est un des principaux bailleurs de fonds de la dictature militaire brésilienne. La revue *Brennpunkt* de l'Action formation de cadres (organisation luxembourgeoise de solidarité avec le tiers-monde qui ne se laisse guère obnubiler par l'image officielle que nous entendons propager à travers le monde) publie régulièrement des informations sur les interpénétrations entre notre pays vertueux et des régimes parmi les plus odieux. Dans le numéro 32/33, 1979 sont publiées des données qui indiquent que les investissements en provenance du Luxembourg se sont élevés en 1976 à plus de 250 millions de dollars US (ce qui équivaut à une croissance de 600 % depuis 1971).

Occultation

Un holding multinational domicilié à Luxembourg, l'ADELA (Atlantic Company Development Group for Latin America) s'est taillé la part du lion de ces activités. Un certain nombre de spécialistes. (cf. Susan George : *Comment meurt l'autre moitié du monde,* Laffont, Paris 1978 ; Collectif Paulo Freire : *Multinationales et travailleurs au Brésil,* Cedetim/Maspero, Paris 1978 ainsi que Jean Ziegler) ont dénoncé la façon dont cette société a mis en coupe réglée de nombreux pays latino-américains, sans que ces révélations troublent le moins du monde l'opinion publique luxembourgeoise. De même, notre presse bien-pensante n'a soufflé mot des dernières révélations sur les activités de ce holding « luxembourgeois » au Brésil, contenues dans *Brennpunkt* et qui fournissent une illustration appropriée à la théorie du rôle bénéfique des holding dans l'aide au développement soutenue par E. Mühlen. La compagnie « Trindade Desenvolvimento Territorial », qui appartient à ADELA, a expulsé des centaines de paysans et de pêcheurs de Trindade près de Parati dans l'État de Rio de Janeiro par la violence et en créant un climat de terreur. La compagnie envisage la création d'un vaste projet touristique pour la haute volée internationale.

Le Brésil est loin et la bonne conscience des Luxembourgeois ne risque guère d'être troublée par le sort de quelques misérables, même si ceux-ci se rebiffent actuellement et intentent une série de procès à la société.

Bailleur de fonds

Il est significatif que le seul contrôle qui s'exerce au Luxembourg à propos des holding est le contrôle de l'administration de l'enregistrement qui s'intéresse tout au plus au recouvrement de ses minables droits de timbre. Il faut croire que l'exemple de l'ADELA (dont on pourrait d'ailleurs citer d'autres méfaits, comme par exemple la stratégie que mène sa filiale CAPSA au Paraguay, qui a la haute main sur le commerce du soja et qui affame des milliers de paysans en leur dictant un prix du soja dérisoire) n'est pas isolé et qu'on pourrait multiplier facilement des cas de figure de ce type, si seulement des politiciens luxembourgeois avaient le courage de lever le voile d'opacité qui recouvre ces agissements.

Bonne conscience

Il y va assurément de la crédibilité internationale de notre pays qui se targue volontiers de sa générosité et de son engagement tiers-mondialiste (peut-on vraiment accepter que des politiciens luxembourgeois président la commission du développement du Parlement européen, si ces mêmes politiciens couvrent allègrement par leur silence complice ces menées sordides ; l'on sait que Gaston Thorn, puis Colette Flesch se sont couverts d'une gloire suspecte dans l'exercice de cette charge, sans qu'on leur demande vraiment des comptes).

Dans l'indifférence générale, une voix courageuse s'est élevée récemment pour mettre les choses à leur place. Notre compatriote Jean Feyder a dénoncé sans ambages les implications politiques de la conspiration du silence qui est de rigueur à Luxembourg : « État parasitaire, le Luxembourg se laisse imbriquer de plus en plus dans le système capitaliste international. Oasis de paix sociale et paradis fiscal, il sert toujours davantage, à l'image de la Suisse, de tremplin et de refuge aux multinationales financières. Absent de l'épopée coloniale, le Luxembourg semble vouloir se tailler une place de choix parmi les champions de la grande entreprise néo-coloniale. Des retombées fiscales inespérées de cette politique gonflent les caisses de l'État et notre classe politique — toutes catégories confondues — s'en félicite, sauf à se disputer la paternité de cette autre poule aux œufs d'or. Hélas, nos bilans et nos statistiques financiers merveilleusement croissants porteront de plus en plus les traces invisibles de sang et de sueur de tous ceux qui, loin de chez nous, se font écraser par l'injustice et la violence institutionnalisées. Tels les paysans de Trindade, les travailleurs de Joao Monlevade, de Belo Horizonte et de Sabara. Et ne parlons pas dans ce contexte d'un attachement soi-disant et si souvent affirmé aux droits de l'homme — des âmes trop sensibles pourraient crier à l'hypocrisie *(Brennpunkt,* op. cit.). »

Silence complice

Ce réquisitoire n'a rien d'exagéré. Est-elle vraiment si invraisemblable, l'atmosphère politique décrite dans le roman-clé du ministre belge du commerce extérieur Lucien Outers *(Le Compagnon rouge,* Fayolle, Paris 1979), qui fait scandale chez nos voisins ? Nombreux seraient chez nous les personnages, piliers de la bonne société, qu'on pourrait identifier au personnage principal du roman, le comte Edouard de Salligny, ministre véreux. M. de Salligny vend des armes au Nigéria servant à l'écrasement de la population du Biafra. En même temps, il se donne le beau rôle dans l'opinion publique, en se faisant célébrer comme l'organisateur des secours aux Biafrais. Rien n'y fait : notre système politique a comme un arrière-goût faisandé !

Mario Hirsch

P. S. On peut se procurer la revue *Brennpunkt* auprès de l'Action formation de cadres — 23, avenue Gaston Diderich à Luxembourg (CCP 102 35-50).

in: d'Lëtzeburger Land, 2.11.1979